

Déclaration

95/67

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE ROY MACLAREN,
MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL,
DEVANT
LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA AUX PHILIPPINES**

**MANILLE, Philippines
Le 10 novembre 1995**



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

Monsieur le Président Dan Young, Monsieur l'Ambassadeur Heeney, Mesdames et Messieurs,

Je suis reconnaissant à la Chambre de commerce du Canada de m'avoir invité à vous rencontrer aujourd'hui. Il me fait plaisir de m'adresser aux intervenants clés qui s'efforcent de mieux faire connaître nos produits et nos compétences sur ce marché prometteur à expansion rapide.

Dès mon arrivée, j'ai été fort impressionné par le grand essor de l'économie philippine et par les remarquables gains réalisés par des entreprises canadiennes comme les vôtres. Nous avons vraiment ici un cas de succès rapide.

Jusqu'à tout récemment, le pays ne partageait pas la croissance rapide de ses voisins de l'Asie du Sud-Est, et il n'avait pas une importance centrale pour des partenaires commerciaux comme le Canada.

Pourtant, l'an dernier, les Philippines ont vu leur produit national brut s'accroître de 5,5 p. 100, une performance qui pourrait bien être répétée en 1995. Et une accélération encore plus rapide est prévue pour 1996. Une bonne gestion budgétaire et monétaire ainsi qu'un bon climat politique contribuent à donner davantage confiance aux investisseurs étrangers et à stimuler l'investissement étranger.

L'ouverture croissante de l'économie philippine est favorisée par la déréglementation et la libéralisation du commerce, par les mesures destinées à stimuler la concurrence et par l'insistance accrue mise sur le développement des exportations. De plus, le pays s'acquitte fermement de ses responsabilités internationales en ratifiant l'accord issu des négociations de l'Uruguay Round menées sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce [GATT]. La République des Philippines est donc un membre fondateur de l'Organisation mondiale du commerce [OMC].

Le président Ramos mérite tout le crédit pour ces réformes. Il a renversé la situation de l'économie nationale et donné à son pays la reconnaissance internationale qu'il mérite. Les Philippines ont la preuve du succès des initiatives de leur président chaque fois qu'ils allument les lumières. Grâce à ses actions, les pannes de courant sont chose du passé.

J'ai pu m'entretenir hier avec le président Fidel Ramos. Il m'a chaudement accueilli, ainsi que les membres de la délégation canadienne. Nous avons discuté des nombreux éléments communs qui lient nos deux pays. J'ai été impressionné par son intérêt personnel pour certaines des initiatives récemment prises aux Philippines par plusieurs sociétés canadiennes. Notre discussion a fait clairement ressortir la corrélation qui existe entre les besoins de la dynamique économie philippine et les capacités d'approvisionnement des sociétés canadiennes.

Les Philippines offrent d'autres grandes possibilités de développement, et les entreprises canadiennes qui veulent tirer avantage des débouchés appréciables qui s'offrent doivent se positionner rapidement sur ce marché. Nos concurrents ont déjà pris l'initiative et sont prêts à saisir les possibilités qui s'offrent. Nous devons donc agir rapidement. La preuve en est que les visites officielles s'intensifient et que les gens d'affaires étrangers se piétinent pratiquement dans les aéroports et les hôtels.

Mais je suis énormément encouragé de voir ici une salle pleine de gens intéressés à mener des affaires entre le Canada et les Philippines. La confiance que vous portez à ce pays soutient le dynamisme et la croissance de nos relations commerciales. Le commerce total de marchandises entre nos deux pays a presque quadruplé depuis 1986, atteignant près de 665 millions de dollars en 1994. Les exportations canadiennes sont passées de 45 millions à 195,8 millions de dollars pendant cette période. Le solde des échanges favorise les Philippines, mais les statistiques n'englobent pas les ventes canadiennes de services, qui constituent une part considérable de l'activité commerciale canadienne sur ce marché de croissance.

Les perspectives d'investissement sont tout aussi prometteuses. Les investissements canadiens aux Philippines ont été globalement estimés à 1 milliard de dollars canadiens, ce qui nous classe parmi les 15 principaux investisseurs étrangers. Les nouveaux investissements aux Philippines sont surtout réalisés dans les secteurs des mines, de la technologie, de l'agro-alimentaire et de l'énergie.

Les cérémonies d'hier m'ont permis de constater le succès de certaines firmes canadiennes dans ce pays. Plus tard dans la journée, j'assisterai à la signature de plusieurs autres ententes commerciales que des sociétés canadiennes – dont certaines sont membres de la Chambre – ont conclues avec des firmes locales comme ICC [International Communications Corporation], Telec Phil et PLDT [Philippines Long Distance Telephone].

Je suis heureux de voir que des produits canadiens bien connus ont déjà fait fort bonne impression ici. Par le biais d'une coentreprise avec Asia Brewery, la bière Labatt filtrée à froid est maintenant brassée ici. Les motomarines de Bombardier sont populaires dans la plupart des stations balnéaires du pays. Et, vous ne le savez peut-être pas, si vous ou vos enfants allez manger chez Jollibee ou chez McDonald, vous avez plus de 50 p. 100 de chances d'y déguster des frites canadiennes.

Ce sont là des signes très nets que je transmettrai au Canada pour encourager un plus grand nombre de nos entreprises à s'intéresser activement aux Philippines. Ce pays a des besoins considérables sur le plan des infrastructures – par exemple, dans

les secteurs de l'énergie électrique, des transports et de la machinerie industrielle. Le secteur du matériel industriel et minier vient en deuxième position pour les besoins d'investissements privés, suivi de celui de la construction privée. La consommation devrait s'accroître de 5,2 p. 100 en 1994, comparativement à une moyenne de 3 p. 100 dans la dernière décennie.

Le gouvernement canadien fait sa part pour faciliter l'accès au marché philippin. Hier, le secrétaire Navarro et moi-même avons signé un nouvel Accord sur la protection des investissements étrangers en présence du président Ramos. Cet Accord bilatéral de réciprocité vise à protéger et à promouvoir l'investissement étranger entre nos deux pays. Il définit les droits et obligations de chacun des signataires pour ce qui concerne le traitement de l'investissement étranger, et favorise un climat d'investissement stable. Nombre de gens d'affaires se sont montrés intéressés par un tel accord en raison de la croissance des investissements réalisés dans ce pays. Cet Accord, le premier du genre à être conclu avec un pays asiatique, montre clairement que le Canada est vivement intéressé par les Philippines.

Nous collaborons aussi avec les sociétés canadiennes pour tirer avantage des débouchés offerts par le biais de la Banque asiatique de développement [BAD]. Pendant ma visite, j'ai rencontré des cadres supérieurs de la BAD pour leur rappeler notre désir d'accroître notre part des marchés de la Banque. Il semble que la BAD va prêter jusqu'à 1,5 milliard de dollars américains aux Philippines sur les trois prochaines années. Nous entendons appliquer un plan focalisé sur certains secteurs et projets en vue d'accroître le nombre des projets financés par la BAD qui sont octroyés à des sociétés canadiennes.

Nous entendons travailler très fort pour développer davantage notre excellente relation avec les Philippines. À cet égard, j'espère que le président Ramos pourra visiter le Canada au début de l'an prochain. Une telle visite valoriserait grandement la relation bilatérale et ferait mieux comprendre aux milieux d'affaires canadiens que les Philippines méritent leur attention.

Nous sommes certes nettement très intéressés par nos relations commerciales avec les Philippines, mais sans perdre de vue nos relations plus larges avec l'ensemble de la région Asie-Pacifique. D'où l'attachement du Canada au mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique, ou APEC. Nous voulons que l'APEC devienne le principal mécanisme de consultation et de coopération économiques et commerciales dans la région, car il a prouvé qu'il peut amener les pays de la région à libéraliser leur commerce et à ouvrir leur économie. L'APEC a aussi tissé de nouveaux liens transpacifiques et donné à ses membres une confiance renouvelée dans la stabilité de la région. La semaine prochaine, je m'envolerai vers Osaka où je m'associerai encore

une fois à mes homologues de l'APEC pour relancer l'élan de la libéralisation du commerce.

La réunion d'Osaka produira un Programme d'action détaillé qui sera présenté aux dirigeants de l'APEC, y compris le premier ministre Chrétien et le président Ramos, à leur Sommet du 19 novembre. Les dirigeants s'y engageront à éliminer progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires, et à poursuivre le travail touchant notamment les procédures douanières, les normes et la conformité, l'investissement, les marchés publics et la médiation des différends.

Le Programme contient aussi des plans de travail – acceptés par les divers groupes de travail de l'APEC – dans des domaines comme les transports, les télécommunications, la mise en valeur des ressources humaines, les petites et moyennes entreprises ainsi que la science et la technologie au service de l'industrie. Un certain nombre de firmes canadiennes sont déjà impliquées dans les activités des groupes de travail et aident à assurer que le travail de l'APEC répond aux objectifs et aux besoins du secteur privé.

Le travail de l'APEC semble assez formidable puisque nous visons le libre-échange d'ici 2010 entre les économies développées, et d'ici 2020 entre les économies membres en développement. Mais il est évident que nous visons plus que la libéralisation des marchés dans la région Asie-Pacifique, car ce serait là une entreprise trop modeste. Ce que nous tentons vraiment de faire, c'est de nous donner un instrument pour forcer le rythme de la libéralisation à l'échelle du monde.

Nous sommes satisfaits du partenariat que nous avons forgé avec les Philippines dans les dossiers de l'APEC. Nos deux pays accueilleront les prochaines réunions de l'APEC – les Philippines en 1996, et le Canada en 1997. Nous collaborons aux niveaux des politiciens et des officiels pour nous assurer que les deux prochaines années de discussions au sein de l'APEC permettent d'avancer concrètement nos objectifs.

Le succès de nos efforts pour ouvrir les marchés et pour créer des débouchés sera ultimement déterminé par les efforts de sociétés comme les vôtres pour tirer avantage de ces débouchés. Votre travail a déjà bien porté fruit. J'ai confiance que vous saurez maintenir le même niveau de succès et que les sociétés canadiennes et philippines poursuivront leur collaboration avantageuse pour nos deux pays.

Merci.